

CONSOLIDATION

CODIFICATION

Canada-Nova Scotia Offshore Petroleum Financial Requirements Regulations

Règlement sur les exigences financières en matière d'hydrocarbures dans la zone extracôtière Canada — Nouvelle-Écosse

SOR/2016-24 DORS/2016-24

Current to September 11, 2021

Last amended on February 27, 2016

À jour au 11 septembre 2021

Dernière modification le 27 février 2016

OFFICIAL STATUS OF CONSOLIDATIONS

Subsections 31(1) and (3) of the Legislation Revision and Consolidation Act, in force on June 1, 2009, provide as follows:

Published consolidation is evidence

31 (1) Every copy of a consolidated statute or consolidated regulation published by the Minister under this Act in either print or electronic form is evidence of that statute or regulation and of its contents and every copy purporting to be published by the Minister is deemed to be so published, unless the contrary is shown.

Inconsistencies in regulations

(3) In the event of an inconsistency between a consolidated regulation published by the Minister under this Act and the original regulation or a subsequent amendment as registered by the Clerk of the Privy Council under the Statutory Instruments Act, the original regulation or amendment prevails to the extent of the inconsistency.

LAYOUT

The notes that appeared in the left or right margins are now in boldface text directly above the provisions to which they relate. They form no part of the enactment, but are inserted for convenience of reference only.

NOTE

This consolidation is current to September 11, 2021. The last amendments came into force on February 27, 2016. Any amendments that were not in force as of September 11, 2021 are set out at the end of this document under the heading "Amendments Not in Force".

CARACTÈRE OFFICIEL **DES CODIFICATIONS**

Les paragraphes 31(1) et (3) de la Loi sur la révision et la codification des textes législatifs, en vigueur le 1er juin 2009, prévoient ce qui suit :

Codifications comme élément de preuve

31 (1) Tout exemplaire d'une loi codifiée ou d'un règlement codifié, publié par le ministre en vertu de la présente loi sur support papier ou sur support électronique, fait foi de cette loi ou de ce règlement et de son contenu. Tout exemplaire donné comme publié par le ministre est réputé avoir été ainsi publié, sauf preuve contraire.

[...]

Incompatibilité - règlements

(3) Les dispositions du règlement d'origine avec ses modifications subséquentes enregistrées par le greffier du Conseil privé en vertu de la *Loi sur les textes réglementaires* l'emportent sur les dispositions incompatibles du règlement codifié publié par le ministre en vertu de la présente loi.

MISE EN PAGE

Les notes apparaissant auparavant dans les marges de droite ou de gauche se retrouvent maintenant en caractères gras juste au-dessus de la disposition à laquelle elles se rattachent. Elles ne font pas partie du texte, n'y figurant qu'à titre de repère ou d'information.

NOTE

Cette codification est à jour au 11 septembre 2021. Les dernières modifications sont entrées en vigueur le 27 février 2016. Toutes modifications qui n'étaient pas en vigueur au 11 septembre 2021 sont énoncées à la fin de ce document sous le titre « Modifications non en vigueur ».

À jour au 11 septembre 2021 Current to September 11, 2021 Dernière modification le 27 février 2016

TABLE OF PROVISIONS

Canada-Nova Scotia Offshore Petroleum Financial **Requirements Regulations**

Definition

1 Definition of Act

Financial Resources

2 Proof of financial resources

Financial Responsibility

- 3 Requirements of pooled fund
- 4 Reimbursement into pooled fund

Board Recommendation Regarding Lesser Financial Requirements

5 Circumstances relating to recommendation

Repeal

Coming into Force

*7 S.C. 2015, c. 4

TABLE ANALYTIQUE

Règlement sur les exigences financières en matière d'hydrocarbures dans la zone extracôtière Canada -Nouvelle-Écosse

Définition

1 Définition de Loi

Ressources financières

2 Preuve de ressources financières

Solvabilité

- 3 Critères relatifs au fonds commun
- 4 Remboursement du fonds commun

Recommandation de l'Office relative aux exigences financières inférieures

5 Circonstances liées à la recommandation

Abrogation

Entrée en vigueur

L.C. 2015, ch. 4

Registration SOR/2016-24 February 19, 2016

CANADA-NOVA SCOTIA OFFSHORE PETROLEUM RESOURCES ACCORD IMPLEMENTATION ACT

Canada-Nova Scotia Offshore Petroleum Financial Requirements Regulations

P.C. 2016-72 February 19, 2016

Whereas, pursuant to subsection 154(1) of the Canada-Nova Scotia Offshore Petroleum Resources Accord Implementation Act*, a copy of the proposed Canada-Nova Scotia Offshore Petroleum Financial Requirements Regulations, substantially in the annexed form, was published in the Canada Gazette, Part I, on July 11, 2015 and a reasonable opportunity was afforded to interested persons to make representations to the Minister of Natural Resources with respect to the proposed Regulations;

And whereas, pursuant to subsection 6(1)^b of that Act, the Minister of Natural Resources has consulted the Provincial Minister with respect to the proposed Regulations and the Provincial Minister has approved the making of those Regulations;

Therefore, His Excellency the Governor General in Council, on the recommendation of the Minister of Natural Resources, pursuant to subsection 153(1)° of the Canada-Nova Scotia Offshore Petroleum Resources Accord Implementation Act®, makes the annexed Canada-Nova Scotia Offshore Petroleum Financial Requirements Regulations.

Enregistrement DORS/2016-24 Le 19 février 2016

LOI DE MISE EN ŒUVRE DE L'ACCORD CANADA — NOUVELLE-ÉCOSSE SUR LES HYDROCARBURES EXTRACÔTIERS

Règlement sur les exigences financières en matière d'hydrocarbures dans la zone extracôtière Canada — Nouvelle-Écosse

C.P. 2016-72 Le 19 février 2016

Attendu que, conformément au paragraphe 154(1) de la Loi de mise en œuvre de l'Accord Canada — Nouvelle-Écosse sur les hydrocarbures extracôtiers^a, le projet de règlement intitulé Règlement sur les exigences financières en matière d'hydrocarbures dans la zone extracôtière Canada — Nouvelle-Écosse, conforme en substance au texte ci-après, a été publié dans la Partie I de la Gazette du Canada le 11 juillet 2015 et que les intéressés ont ainsi eu la possibilité de présenter leurs observations à cet égard au ministre des Ressources naturelles;

Attendu que, conformément au paragraphe 6(1)^b de cette loi, le ministre des Ressources naturelles a consulté le ministre provincial sur ce projet de règlement et que ce dernier a approuvé la prise de ce règlement,

À ces causes, sur recommandation du ministre des Ressources naturelles et en vertu du paragraphe 153(1)° de la Loi de mise en œuvre de l'Accord Canada — Nouvelle-Écosse sur les hydrocarbures extracôtiers°, Son Excellence le Gouverneur général en conseil prend le Règlement sur les exigences financières en matière d'hydrocarbures dans la zone extracôtière Canada — Nouvelle-Écosse, ciaprès.

^a S.C. 1988, c. 28

^b S.C. 2015, c. 4, s. 72

^c S.C. 2015, c. 4, ss. 90(1) to (3)

^a L.C. 1988, ch. 28

^b L.C. 2015, ch. 4, art. 72

^c L.C. 2015, ch. 4, par. 90(1) à (3)

Canada-Nova Scotia Offshore Petroleum Financial Requirements Regulations

Règlement sur les exigences financières en matière d'hydrocarbures dans la zone extracôtière Canada — Nouvelle-Écosse

Definition

Definition of Act

1 In these Regulations, **Act** means the Canada-Nova Scotia Offshore Petroleum Resources Accord Implementation Act.

Financial Resources

Proof of financial resources

2 (1) For the purposes of subsection 167.1(1) of the Act, the proof that an applicant has the necessary financial resources is to be made by the applicant providing the Board with a statement of its net assets or of funding arrangements that it has made that demonstrates to the Board's satisfaction that it is able to pay the applicable amount referred to in that subsection.

Substantiating documents

- (2) The statement must be accompanied by one or more of the following documents that substantiate it:
 - (a) the applicant's most recent audited annual financial statement and, if the applicant has been given a credit rating by a credit rating agency that is current at the time the application is made, a document that indicates that credit rating;
 - **(b)** a promissory note;
 - (c) an insurance policy or a certificate of insurance;
 - (d) an escrow agreement:
 - (e) a letter of credit;
 - (f) a line of credit agreement under which funds identified in the statement are available;
 - (g) a guarantee agreement;
 - (h) a security bond or pledge agreement or an indemnity bond or suretyship agreement.

Définition

Définition de Loi

1 Dans le présent règlement, Loi s'entend de la Loi de mise en œuvre de l'Accord Canada — Nouvelle-Écosse sur les hydrocarbures extracôtiers.

Ressources financières

Preuve de ressources financières

2 (1) Pour l'application du paragraphe 167.1(1) de la Loi, la preuve que le demandeur dispose des ressources financières nécessaires consiste en une déclaration qu'il remet à l'Office faisant état de son actif net ou des ententes de financement qu'il a conclues et démontrant à la satisfaction de l'Office qu'il est capable de payer la somme applicable visée à ce paragraphe.

Documents à l'appui

- (2) La déclaration est accompagnée d'au moins l'un des documents à l'appui suivants :
 - a) l'état financier annuel vérifié le plus récent du demandeur et, si celui-ci a recu une cote de solvabilité d'une agence de notation qui est à jour au moment de la demande, un document qui indique cette cote;
 - **b)** un billet à ordre;
 - c) une police d'assurance ou un certificat d'assurance;
 - d) une convention d'entiercement;
 - e) une lettre de crédit;
 - f) un contrat de marge de crédit prévoyant que les fonds indiqués dans la déclaration sont disponibles;
 - g) un contrat de garantie;
 - h) un contrat de cautionnement ou de gage.

1 À jour au 11 septembre 2021 Current to September 11, 2021 Dernière modification le 27 février 2016

Financial Resources

Audited statement and documents

(3) For greater certainty, the Board may require that the statement and substantiating documents be audited by a qualified independent auditor and that the applicant provide it with a report of the audit that is signed by that auditor.

Financial Responsibility

Requirements of pooled fund

3 (1) A pooled fund that is established for the purposes of subsection 168(1.01) of the Act must be located and administered in Canada.

Permitted uses

- (2) The fund is to be used only to make payments under subsection 168(2) of the Act. However, the fund may be used to make payments
 - (a) under subsection 160(2) of the Provincial Act, if it is also established for the purposes of subsection 160(1A) of that Act;
 - (b) under subsection 163(2) of the Canada-Newfoundland and Labrador Atlantic Accord Implementation Act, if it is also established for the purposes of subsection 163(1.01) of that Act;
 - (c) under subsection 158(2) of the Canada-Newfoundland and Labrador Atlantic Accord Implementation Newfoundland and Labrador Act, RSNL 1990, c. C-2, if it is also established for the purposes of subsection 158(1.1) of that Act; or
 - (d) under subsection 27(2) of the Canada Oil and Gas Operations Act, if it is also established for the purposes of subsection 27(1.01) of that Act.

Payment on demand

(3) Moneys that are required to be paid out of the fund must be paid by the administrator of the fund on demand.

Obligations of administrator

- (4) The administrator of the fund must
 - (a) every year, provide the Board with an audited financial statement that demonstrates that the fund has been maintained at a minimum of \$250 million or at the higher minimum amount set by regulation;
 - (b) notify the Board within 24 hours of the addition of a participant to, or withdrawal of a participant from,

Déclaration et documents vérifiés

(3) Il est entendu que l'Office peut exiger que la déclaration et les documents soient vérifiés par un vérificateur compétent indépendant et que le demandeur lui fournisse un rapport de vérification signé par ce vérificateur.

Solvabilité

Critères relatifs au fonds commun

3 (1) Le fonds commun établi pour l'application du paragraphe 168(1.01) de la Loi est situé et administré au Canada.

Utilisations permises

- (2) Il ne sert qu'aux paiements visés au paragraphe 168(2) de la Loi; il peut toutefois servir :
 - a) aux paiements visés au paragraphe 160(2) de la loi provinciale, s'il a également été établi pour l'application du paragraphe 160(1A) de cette loi;
 - b) aux paiements visés au paragraphe 163(2) de la Loi de mise en œuvre de l'Accord atlantique Canada — Terre-Neuve-et-Labrador, s'il a également été établi pour l'application du paragraphe 163(1.01) de cette loi;
 - c) aux paiements visés au paragraphe 158(2) de la loi intitulée Canada-Newfoundland and Labrador Atlantic Accord Implementation Newfoundland and Labrador Act, RSNL 1990, c. C-2, s'il a également été établi pour l'application du paragraphe 158(1.1) de cette
 - d) aux paiements visés au paragraphe 27(2) de la Loi sur les opérations pétrolières au Canada, s'il a également été établi pour l'application du paragraphe 27(1.01) de cette loi.

Paiement sur demande

(3) Les sommes dont le paiement sur le fonds est exigé sont payées par l'administrateur de celui-ci sur demande.

Obligations de l'administrateur

- (4) L'administrateur du fonds:
 - a) fournit annuellement à l'Office des états financiers vérifiés démontrant que le fonds a été maintenu à un montant d'au moins deux cent cinquante millions de dollars ou au montant supérieur minimal fixé par règlement;

2 À jour au 11 septembre 2021 Current to September 11, 2021 Dernière modification le 27 février 2016 the fund or of any change in the amount of the fund, other than one that is solely attributable to an interest charge or a banking fee;

- **(c)** notify the Board of a contravention by a participant in the fund of their obligation under subsection 168(1.1), (1.2) or (5) of the Act within 24 hours after they become aware of the contravention; and
- **(d)** provide the Board with the phone number, email address and mailing address of their contact person.

Reimbursement into pooled fund

4 For the purposes of subsection 168(5) of the Act, the reimbursement into the pooled fund of an amount that is paid out of it must be made within seven days after the day on which the payment is made.

Board Recommendation Regarding Lesser Financial Requirements

Circumstances relating to recommendation

5 (1) For the purposes of subsection 168.1(1) of the Act, the Board may make a recommendation to the Federal Minister in respect of an applicant if the Board is satisfied that the estimated total of the losses, damages, costs and expenses — other than losses of non-use value — for which the applicant may be liable under paragraphs 167(1)(b) and (2)(b) of the Act in connection with the proposed work or activity to which the application pertains is less than the amount referred to in subsection 167(2.2) of the Act.

Recommendation

(2) The recommendation must identify the hazards that are relevant to the proposed work or activity and must include an assessment of the risks associated with each event that could occur in connection with each of those hazards and that could result in debris, in a spill or in an authorized discharge, emission or escape of petroleum.

Required information

- **(3)** The following information must accompany the recommendation:
 - (a) the estimated total of the losses, damages, costs and expenses referred to in subsection (1);

- **b)** avise l'Office, dans les vingt-quatre heures, de l'ajout d'un participant au fonds, du retrait d'un participant de celui-ci ou d'une modification au montant du fonds, autre qu'une modification attribuable exclusivement à des frais d'intérêts ou à des frais bancaires;
- **c)** avise l'Office qu'un participant au fonds a contrevenu à l'une de ses obligations prévues aux paragraphes 168(1.1), (1.2) ou (5) de la Loi dans les vingt-quatre heures après que la contravention est parvenue à sa connaissance;
- **d)** fournit à l'Office le numéro de téléphone, l'adresse électronique et l'adresse postale d'une personne-ressource.

Remboursement du fonds commun

4 Pour l'application du paragraphe 168(5) de la Loi, le remboursement du fonds commun d'une somme payée sur celui-ci est effectué dans les sept jours suivant la date du paiement.

Recommandation de l'Office relative aux exigences financières inférieures

Circonstances liées à la recommandation

5 (1) Pour l'application du paragraphe 168.1(1) de la Loi, l'Office peut faire une recommandation au ministre fédéral à l'égard d'un demandeur s'il est convaincu que le total estimatif des pertes, des dommages et des frais — autres que des pertes de la valeur de non-usage — dont le demandeur est susceptible d'être responsable selon les alinéas 167(1)b) et (2)b) de la Loi relativement à l'activité proposée sur laquelle la demande porte est inférieur à la somme visée au paragraphe 167(2.2) de la Loi.

Recommandation

(2) La recommandation énumère les dangers pertinents relativement à l'activité et comporte une évaluation des risques liés à chaque événement qui pourrait se produire relativement à chacun de ces dangers et qui pourrait occasionner soit la présence de débris, soit un rejet, soit encore un déversement, un dégagement ou un écoulement autorisé d'hydrocarbures.

Renseignements à fournir

- **(3)** Les renseignements ci-après accompagnent la recommandation :
 - **a)** le total estimatif des pertes, des dommages et des frais visés au paragraphe (1);

- **(b)** the recommended amount that is less than the amount referred to in subsection 167(2.2) or paragraph 168(1)(a) of the Act, as the case may be;
- (c) a summary of the reasons for the recommendation:
- (d) a summary of any information provided by the applicant to the Board that the Board considers to be pertinent;
- (e) any information concerning the recommendation that the Board provided to the Provincial Minister in connection with that Minister's approval under subsection 168.1(1) of the Act; and
- (f) any information requested by the Federal Minister.

Additional information

(4) The Board may submit to the Federal Minister any other information that it considers to be pertinent.

Repeal

6 [Repeal]

Coming into Force

S.C. 2015, c. 4

- '7 These Regulations come into force on the day on which section 97 of the Energy Safety and Security Act comes into force, but if they are registered after that day, they come into force on the day on which they are registered.
- * [Note: Regulations in force February 27, 2016.]

b) le montant recommandé qui est inférieur à la somme visée au paragraphe 167(2.2) ou à l'alinéa 168(1)a) de la Loi, selon le cas;

Règlement sur les exigences financières en matière d'hydrocarbures dans la zone ex-

- c) un résumé des motifs de la recommandation;
- d) un résumé des renseignements fournis par le demandeur à l'Office et que ce dernier estime pertinents;
- e) tout renseignement sur la recommandation fourni par l'Office au ministre provincial relativement à l'approbation de ce dernier visée au paragraphe 168.1(1) de la Loi;
- f) tout renseignement demandé par le ministre fédéral.

Renseignements supplémentaires

(4) L'Office peut présenter au ministre fédéral tout autre renseignement qu'il estime pertinent.

Abrogation

6 [Abrogation]

Entrée en vigueur

L.C. 2015, ch. 4

'7 Le présent règlement entre en vigueur à la date d'entrée en vigueur de l'article 97 de la Loi sur la sûreté et la sécurité en matière énergétique ou, si elle est postérieure, à la date de son enregistrement.

* [Note: Règlement en vigueur le 27 février 2016.]